



LES FAIBLESSES DES MARCHÉS BANCAIRES DE L'EST NE REBUTENT PAS LES BANQUES DE L'OUEST

LIoudmila KROKHINA *

Après plus de dix ans de restructurations des systèmes bancaires de l'Est, nombre de leurs faiblesses ne sont pas surmontées et les risques apparaissent toujours plus élevés que dans les systèmes bancaires de l'Ouest. Malgré cela, les banques étrangères s'y installent activement. Pourquoi ?

La restructuration des secteurs bancaires, lancée au début des années 1990, a largement contribué à l'amélioration de leur état : les systèmes bancaires à deux niveaux ont été créés ; les organes de surveillance ont été mis en place ; les bases comptables ont été rapprochées avec les normes internationales ; les lois sur les faillites bancaires et sur la protection des déposants ont été adoptées ; les prêts de l'ère communiste ont été provisionnés ; le marché a été ouvert aux banques étrangères ; la gamme des produits a été élargie...¹.

Toutefois, il existe encore des chantiers non achevés : les programmes de privatisation des grandes banques ne sont pas totalement accomplis (Postabank en Hongrie, PKO BP et BGZ en Pologne...²) ; des organes de supervision ne sont pas toujours efficaces (deux petites banques tchèques et deux petites banques polonaises ont encore eu des problèmes de liquidité au printemps 2003).

Alors que ces deux problèmes peuvent être assez rapidement corrigés si les gouvernements ont la volonté de le faire, il y a d'autres faiblesses et risques potentiels qui pèsent sur ces systèmes bancaires :

- la taille des systèmes bancaires est encore trop faible ;
- les systèmes restent concentrés ;
- les banques de l'Est reposent principalement sur la base des dépôts en tant que ressources, contrairement aux banques de l'Ouest qui utilisent plus activement le marché interbancaire et obligataire ;

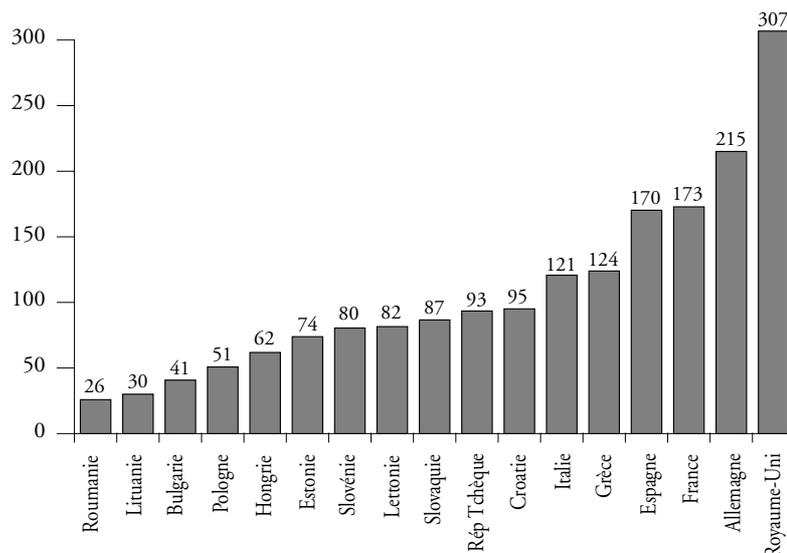
* Analyste des systèmes bancaires des pays émergents à CDC Ixis.

- les banques financent moins l'économie que les banques de l'Ouest (le potentiel de développement est important) ;
- le poids des titres d'État dans le bilan des banques reste important ;
- le niveau des prêts problématiques, bien qu'en diminution, reste élevé par comparaison avec les banques étrangères qui pénètrent le marché.

ÉCART DE TAILLE DES SYSTÈMES BANCAIRES

Les systèmes bancaires de l'Est restent encore de petite taille : aucun d'entre eux n'a de bilan qui dépasse 100 % du PIB (graphique n°1). En prenant en compte que les PIB des pays de l'Est sont tout petits par rapport à ceux des pays de l'Ouest, l'écart apparaît encore plus important.

Graphique n°1
Total du bilan sur PIB
(avril 2003)



Source : FMI

La taille importante des plus grands marchés bancaires de l'Est, notamment les systèmes bancaires croate, tchèque et slovaque, est surtout expliquée par les bases importantes de leurs dépôts (voir ci-dessous).

CONCENTRATION DES SYSTÈMES BANCAIRES

Les systèmes des pays de l'Est restent plus concentrés que leurs homologues de l'Ouest. Pour calculer la concentration des secteurs

bancaires, nous utilisons les données de BankScope. Bien que ces données ne soient pas exhaustives (elles regroupent la majorité des banques, mais pas toutes), elles donnent une bonne idée de la concentration dans la mesure où les banques impliquées représentent entre 70 % et 95 % des actifs des systèmes bancaires (tableau n°1).

Tableau n°1
Concentration dans les secteurs bancaires

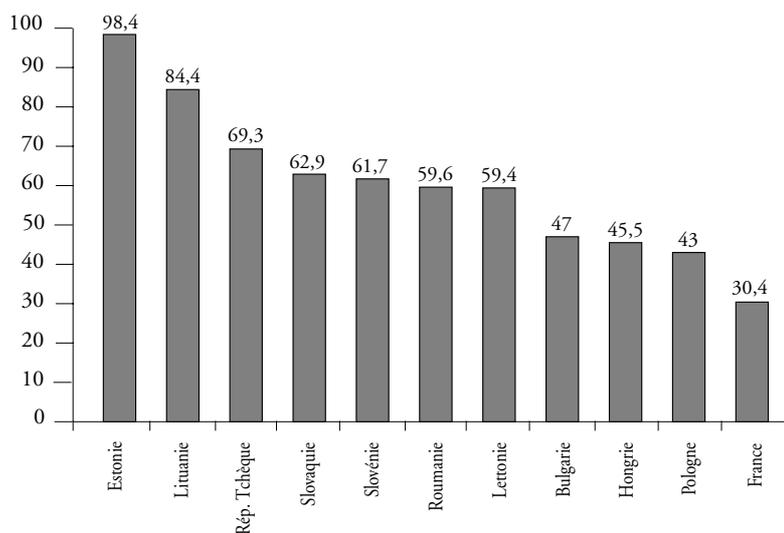
	Nombre de banques		Actifs			Crédits			Dépôts		
	dans le secteur	inclus dans le calcul	3 Big	5 Big	10 Big	3 Big	5 Big	10 Big	3 Big	5 Big	10 Big
Bulgarie	34	27	47,0	59,5	81,2	33,2	56,5	78,7	47,8	60,1	83,1
Estonie	7	5	98,4	nd	nd	99,1	nd	nd	98,2	nd	nd
Hongrie	31	29	45,5	58,4	82,8	43,2	62,2	83,1	47,4	59,5	82,4
Lettonie	23	21	59,4	71,5	86,6	70,0	75,7	88,7	59,0	72,2	87,4
Lituanie	13	9	84,4	94,4	nd	85,7	93,4	nd	85,1	94,6	nd
Pologne	62	43	43,0	56,8	82,1	38,5	51,1	79,3	46,1	57,1	82,9
Rép. Tchèque	36	26	69,3	79,3	90,9	66,9	76,9	90,1	70,7	80,3	92,0
Roumanie	38	27	59,6	69,7	87,0	55,0	64,4	80,1	58,8	69,2	88,1
Slovaquie	20	18	62,9	71,7	87,2	46,0	62,4	84,9	65,6	72,6	88,1
Slovénie	22	18	61,7	75,0	91,5	58,8	73,0	91,0	63,0	76,4	92,2
France		184	30,4	43,5	65,6	33	41,5	56,8	29,4	44,2	66,1

Source : BankScope, données nationales.

Les secteurs bancaires les plus concentrés sont ceux de l'Estonie, de la Lituanie et de la République Tchèque, suivis par ceux de la Slovaquie et de la Slovénie. Les raisons d'une forte concentration sont différentes : dans les Pays Baltes, elle est surtout due à une petite taille des pays et de leur marché bancaire local ; en République Tchèque, elle est due à la faillite de la troisième banque du pays à l'époque, Investicni Postovni Banka, en juin 2000. Ses actifs ont été récupérés par la CSOB, première banque du pays, ce qui a largement contribué à la concentration des actifs.

Les secteurs les moins concentrés sont ceux de la Pologne, de la Hongrie et de la Bulgarie, cependant, même ces secteurs sont plus concentrés que, par exemple, le secteur bancaire français (graphique n°2).

Graphique n°2
Part d'actifs des trois plus grandes banques de chaque pays
 (fin 2002)



RESSOURCES DES SYSTÈMES BANCAIRES

Les dépôts sont la première ressource des banques de l'Est (graphique n° 3) contrairement à leurs homologues de l'Ouest qui utilisent plus activement le marché interbancaire et obligataire : le financement *via* le marché obligataire ne représente que 2 % dans les bilans des banques tchèques contre 34 % pour les banques françaises, 31 % pour des banques italiennes, 13 % pour des banques espagnoles (données mai 2003).

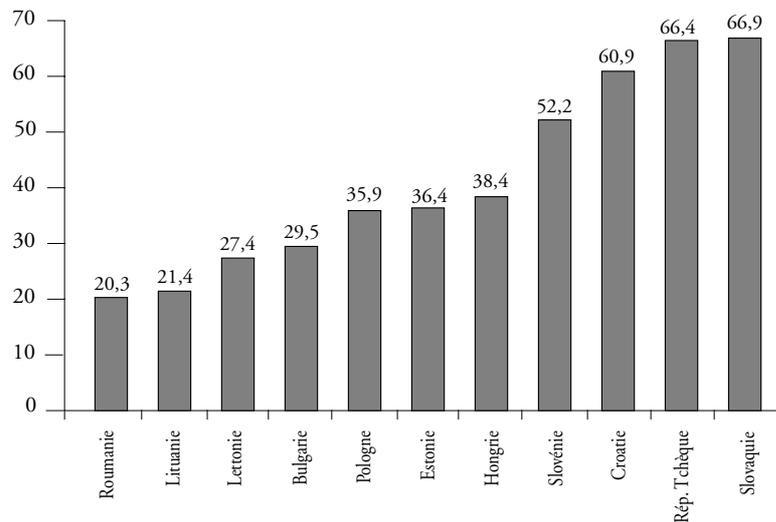
La culture d'épargne particulièrement développée en République Tchèque et en Slovaquie explique la base très importante de leurs dépôts : le montant des dépôts d'entreprises est élevé, mais ce sont surtout les dépôts des ménages qui affichent une collecte supérieure aux autres pays. En effet, les dépôts des ménages *per capita* s'élevaient à 2 851 USD en République Tchèque contre 1 508 USD en Hongrie et 1 093 USD en Pologne.

Le niveau des dépôts du gouvernement est légèrement supérieur à l'Est (entre 1 et 5,5 % du total du bilan) par rapport à l'Ouest (entre 0,5 et 2,4 %).

Enfin, en ce qui concerne les dépôts des Banques centrales, ils affichent une baisse très importante depuis la libéralisation des systèmes bancaires (graphique n° 4). En effet, le crédit de la Banque centrale représentait



Graphique n°3
Dépôts (entreprises et ménages) sur PIB

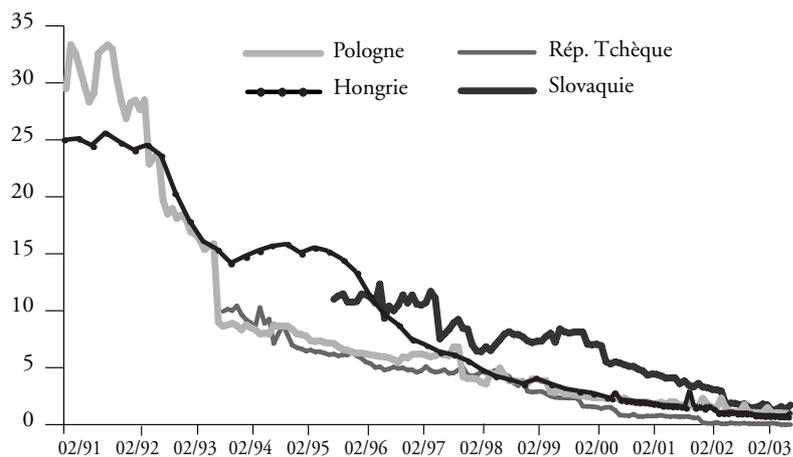


Source : FMI

33 % du passif du système bancaire polonais et 25 % du système hongrois au début de 1990. Aujourd'hui le niveau de tous les systèmes bancaires de l'Est varie aux alentours de 0,5 et 2 % ce qui correspond au niveau des banques de l'Ouest.

5

Graphique n°4
Crédit des Banques centrales aux banques commerciales



Source : FMI

*INSUFFISANCE DU FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE :
UN POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT IMPORTANT*

Le financement de l'économie reste inférieur à l'Est par rapport à l'Ouest (tableau n° 2).

Tableau n°2
Crédit sur PIB
(données avril 2003)

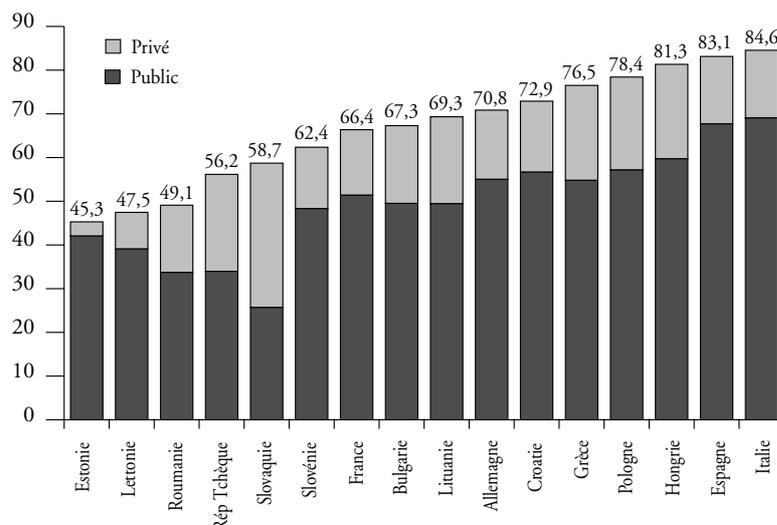
avril 2003	Crédit/PIB
Roumanie	13,7
Lituanie*	18,2
Bulgarie	23,9
Pologne	35,8
Lettonie	42,1
Slovaquie	43,3
Slovénie	46,9
Rép. Tchèque	48,6
Estonie	51,5
Hongrie	53,5
France	108,0

* données février 2003
Source : FMI

D'une manière générale, les banques de l'Est financent plus activement le secteur public que les banques de l'Ouest, tandis que ces dernières sont plus actives sur le marché privé (graphique n° 5). Ceci dit, il faut rappeler que les banques de l'Est ont largement diminué leurs engagements envers le secteur public depuis l'accomplissement de privatisations dans ces pays : à titre d'exemple, les créances sur le secteur public représentait 49 % du total du bilan du secteur bancaire polonais et 79 % du secteur roumain au début de 1991. La tendance reste à la baisse pour tous les pays de l'Est.

Cette insuffisance du financement des économies de l'Est, présentant un potentiel important de développement, peut expliquer une vigoureuse croissance du crédit dans ces pays (tableau n°3). Une expansion spectaculaire du crédit en Roumanie, Lettonie et Estonie (plus de 16 % en termes réels en 2002) est due, en grande partie, au rattrapage de ces trois pays : leur niveau du crédit est le plus faible (graphique n°5).

Graphique n°5
Créances sur les secteurs publics et privés des banques
de l'Est et de l'Ouest
 (données avril 2003)



Source : FMI

7

Tableau n°3
Croissance du crédit en termes nominal et réel

Crédits	décembre 2002 (y/y)		avril 2003 (sur 4 mois de l'année)	
	nominal	réel	nominal	réel
Bulgarie	27,3	22,7	3,3	1,9
Croatie	28,4	25,5	5,4	4,8
Estonie	27,6	24,2	5,1	3,5
Hongrie	21,2	15,6	3,7	0,7
Lettonie	38,3	16,1	8,4	-5,3
Lituanie	22,3	na	0,5 *	6 *
Pologne	1,7	1,0	1,5	0,5
Roumanie	39,9	18,7	12,8	8,1
Slovaquie	-7	-10,0	-14,5	-19,8
Slovénie	7,1	-0,3	5,6	2,8
Rép. Tchèque	-3,1	-3,6	7,6	6,7

Source : FMI

* Données février 2003.

La Croatie bat tous les records et la Banque centrale est sérieusement inquiète de cette envolée. Pour la contraindre, elle a imposé un

contrôle de croissance du crédit en 2003 : 4 % de progression au 1^{er} trimestre, 8 % au 1^{er} semestre et 16 % sur l'année. Les banques, dépassant ces niveaux, seront contraintes d'acheter des billets de la Banque centrale peu liquides et rentables. Toutefois, malgré ces mesures, le crédit a déjà affiché un dépassement au 1^{er} trimestre 2003 : + 4,22 %.

Par contre, la République Tchèque et la Slovaquie connaissent un *credit crunch*, et si la situation s'est améliorée pour le premier, elle reste catastrophique pour le deuxième.

Le crédit aux ménages (consommation et hypothécaire) présente le plus fort potentiel à l'Est. Contrairement à l'Ouest, où ce type de crédit est bien ancré, durant les années socialistes, le crédit hypothécaire ne s'est pas développé pour la simple raison de non existence de droit de propriété : l'État « prêtait » appartements et maisons à la population en restant propriétaire exclusif. En ce qui concerne le crédit à la consommation ou le crédit sur cartes de crédit, cette pratique a été également inexistante car la population recevait son salaire en *cash* et payait les biens en *cash*.

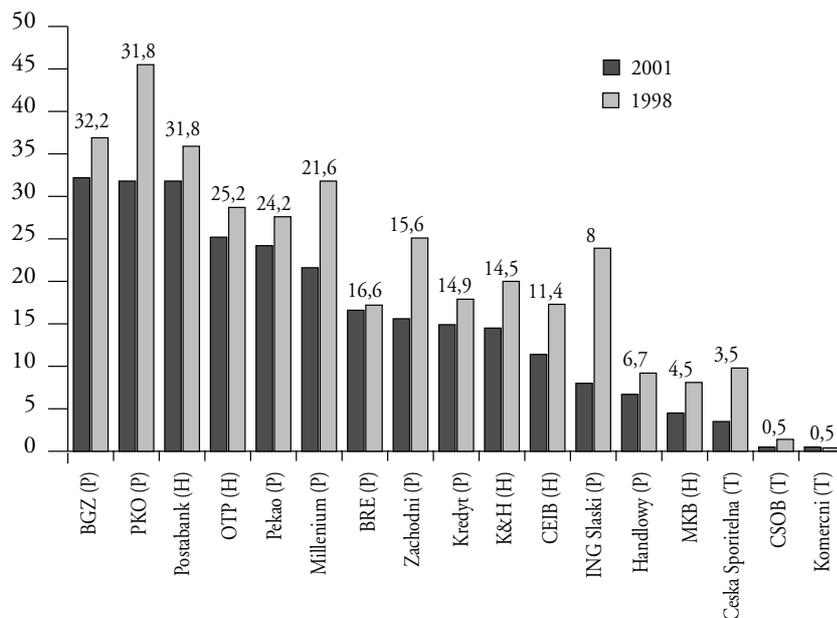
Aujourd'hui, plusieurs facteurs sont réunis pour un rapide développement du crédit aux ménages : le droit de propriété est enfin mis en place ; les banques étrangères sont arrivées sur le marché et proposent ce type de services ; les banques locales cherchent la diversification et l'amélioration de leurs marges sur les crédits (les marges sur les crédits aux entreprises se sont réduites avec le développement des marchés de capitaux, la possibilité de financement externe et l'amélioration des *spreads* grâce à l'effet « Union européenne »).

POIDS DES TITRES D'ÉTAT DANS LE BILAN DES BANQUES

Les bilans des banques contiennent une part très importante des titres d'État, une partie d'entre eux est en provenance des programmes de restructuration (graphique n° 6) :

- les banques polonaises se distinguent par la part la plus importante de ces titres ;
- les banques hongroises (sauf la Postabank, appartenant encore à l'État, et la OTP) ont moins de titres car elles ont pu alléger leurs positions après la privatisation ;
- enfin, les banques tchèques sont celles qui contenaient toujours le moins de titres d'État car leur programme de restructuration, à la différence de la Pologne et de la Hongrie, ne prévoyait pas de *swap* des crédits non performants contre des obligations d'État³.

Graphique n°6
Part des titres publics dans les bilans des grandes banques de l'Est



Source : BankScope

Compte tenu du fait que les titres sont moins rémunérateurs que les crédits classiques, les banques ont réduit leur part, mais, globalement, elle reste plus importante que dans les banques de l'Ouest : à titre d'exemple, en 2001, le bilan de la HVB, 2^{ème} banque allemande, se composait à 5,8 % des titres d'État ; celui de BNP Paribas à 9,9 % et de la Société Générale à 7,5 %.

QUALITÉ D'ACTIFS

La qualité des actifs des banques de l'Est est plus mauvaise que celle des banques de l'Ouest affichant des crédits non performants (NPL) autour de 2 % (rappelons que la comparaison de ce type de ratios est très compliquée, compte tenu des différences très importantes dans la comptabilité nationale des pays).

Les banques de l'Est ont hérité des NPL de l'ère socialiste où les crédits ont été octroyés selon la logique du financement des secteurs prioritaires pour le Parti communiste, et non en fonction d'analyse du risque. En outre, elles ont eu des pertes lors de l'ère difficile de la transition.

À titre indicatif, les ratios de certains pays sont présentés dans le tableau n°4. Le ratio très élevé de la Pologne est dû au ralentissement important de son économie ces dernières années. Celui de la Roumanie peut s'expliquer par le fait que 35 % de ses engagements sont en euro et encore 36 % en USD ; la moitié des engagements (49,6 %) étant à court terme (le risque de non remboursement dû au dérapage de change est très élevé). Le ratio de la République Tchèque paraît élevé, mais il faut rappeler que la tendance est à l'amélioration : les NPL étaient de 22 % en décembre 1999.

Tableau n°4
Principaux ratios des systèmes bancaires

	date	Cooke	NPL	NIM	ROA	ROE
Bulgarie	déc. 02	25,2	3,2	na	na	na
Estonie	déc. 02	15,3	1,7 *	na	1,59	12,40
Hongrie	déc. 02	12,2	3,5	3,93	1,71	18,65
Lettonie	mars 03	13,8	1,9	2,60	1,30	14,70
Lituanie	juin 03	14,3	4,0	3,55	na	na
Pologne	déc. 02	14,5	21,4	3,20	0,50	6,20
Rép. Tchèque	mars 03	13,7	8,6	1,96	0,66	14,15
Roumanie	mai 03	23,3	11,8	na	na	na
Slovaquie	sept. 02	22,3	na	1,87	2,61	na
Slovénie	juin 02	11,4	na	3,70	1,50	18,40

Source : Banques centrales

* plus de 60 jours au lieu de 30 jours.

L'ATTRAIT DES MARCHÉS BANCAIRES DE L'EST POUR LES BANQUES DE L'OUEST

Paradoxalement, ces retards de développement des systèmes bancaires de l'Est (particulièrement, un faible financement de l'économie et une utilisation insuffisante des marchés de capitaux) permettent aux systèmes bancaires de l'Est de préserver encore des marges importantes, ce qui assure une rentabilité élevée (tableau n°4).

Dans le cadre d'une entrée incontournable de ces pays dans l'Union européenne, cette rentabilité élevée et ce potentiel de développement important ont attiré un vif intérêt de la part des banques étrangères. Selon nos calculs, après quelques opérations de privatisations prévues pour 2003, la participation étrangère atteindra plus de 60 % dans tous les pays, sauf la Slovaquie (tableau n° 5).

Tableau n°5
Participation étrangère dans les systèmes bancaires de l'Est

	Participation étrangère (en % des actifs)		
	Fin 2001	Fin 2002	Fin 2003 estimation
Europe Centrale			
Hongrie	67,6	71,7	na
Pologne	51,2	56,1	61,6
Slovénie	16,3	38,1	42,8
Rép. Tchèque	63,5	80,0	85,3
Slovaquie	80,8	80,8	83,7
Europe Orientale			
Bulgarie	66,4	72,3	82,9
Roumanie	34,8	37,4	59,9
Pays Baltes			
Estonie	90,4	75,93	92,4
Lettonie	59,2	64,0	64,0
Lituanie	80,3	89,5	89,5

Source : BankScope, calculs CDC Ixis.

L'implantation à l'Est donne également une opportunité de diversification des actifs et une opportunité de croissance externe (par rapport au marché d'origine déjà surdéveloppé et aux difficultés de pénétrer d'autres marchés européens développés).

Les banques étrangères les plus engagées à l'Est sont présentées dans le tableau n°6.

Tableau n°6
Engagements des banques étrangères à l'Est

Fin 2002	Pays	Investissement des banques étrangères en Europe de l'Est en Md€	Total d'actifs détenus en Md\$ US
KBC	Belgique	2,7	24,2
Erste	Autriche	1,6	18,8
Unicredito	Italie	2,6	16,5
HVB	Allemagne	1,9	13,5
SG	France	2,1	10,2
Citibank	USA	0,6	8,2
Intesa	Italie	1,2	5,5
SEB	Suède	0,6	5,3
AIB	Irlande	0,8	4,6
Swedbank	Suède	0,6	3,3
BCP	Portugal	0,4	2,4

Source : BankScope, S&P

C'est intéressant de constater que le montant d'investissement des banques étrangères n'est pas proportionnel au montant des actifs détenus. Ceci s'explique par le fait que les banques qui sont rentrées parmi les premières sur les marchés bancaires de l'Est (telles que Citibank, mais surtout Erste et KBC) ont payé un ticket d'entrée moins cher que celles qui sont venues plus tardivement (par exemple, Intesa et Société Générale).

Différentes stratégies d'implantation des banques étrangères à l'Est peuvent être distinguées :

- *global players* : Citibank ou HSBC sont présentes en tant que *global players*, l'Europe de l'Est n'étant pas leur marché émergent principal (par exemple l'investissement de Citibank en Amérique Latine représente 12,5 contre 0,6 Md\$ US pour l'Est) ;
- *stratégie régionale* : la KBC, la Société Générale et les italiennes Unicredito et Intesa développent une stratégie régionale essayant d'être présentes dans les grands pays de la zone, voire dans la majorité des pays ;
- *pays limitrophes* : la Erste et les suédoises SEB et Swedbank jouent la carte de proximité géographique en s'implantant surtout en République Tchèque et Slovaque pour la première et en Pays Baltes pour les autres ;
- *marché cible* : la BCP (Portugal) et l'AIB (Irlande) ont choisi la Pologne pour leur unique implantation dans les pays candidats.

Aujourd'hui, les marchés bancaires de l'Est sont considérés comme incontournables par les banques de l'Ouest, tant par leur modernisation spectaculaire depuis le début des années 1990 (libéralisation) que par leur potentiel existant de développement.

Malgré des faiblesses et risques visibles, les grandes banques de l'Ouest élaborent toutes leurs stratégies d'implantation en fonction de leurs moyens. Le potentiel de développement (et, sous-entendu, des profits) paraît plus important que les risques courus.

NOTES

1. Voir *Zones Émergentes* N14, CDC Ixis, juin 2003.
2. Voir *Flash Marchés Émergents* 2003-3, CDC Ixis, février 2003.
3. Voir *Zones Émergentes* N14, CDC Ixis, juin 2003.